La Coordination EAU ÃŽle-de-France dÃ©nonce

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
March 2011

Dans une tribune "pour un Grand Paris de l'eau", publiÃ©e le 7 mars dans Les Ã‰chos, M. Santini [prÃ©sident du Syndicat des Eaux d'ÃŽle-de-France] Ã©voque "le projet de rÃ©seau de transportÂ du Grand Paris" pour proposer d'adopter la mÃªme dÃ©marche pour l'eau. "Voyons, que s'est-il passÃ© pour les transports ? Les usagers citoyens et les Ã©lus se sont fortement mobilisÃ©s dans le dÃ©bat public et n'ont pas Ã©tÃ© entendus ! Les besoins immÃ©diats et futurs des habitants n'ont pas Ã©tÃ© pris en compte au plus grand bÃ©nÃ©fice d'intÃ©rÃªts privÃ©s et financiers. Une structure Ã©tatique et technocratique, hors du contrÃ´le des citoyens et des Ã©lus (et prÃ©sidÃ©e par M. Santini), a Ã©tÃ© mise en place pour conduire le projet. C'est tout simplement l'histoire d'un passage en force oÃ¹ l'absence de dÃ©mocratie permet de tourner le dos Ã l'intÃ©rÃªt gÃ©nÃ©ral", Ã©crit Jean-Claude Oliva, prÃ©sidentÂ de la Coordination EAU ÃŽle-de-France, qui dÃ©nonce le manque de transparenceÂ et l'autoritarisme "Ã©touffant" du Syndicat des Eaux d'ÃŽle-de-France : "Ces derniÃ¨res annÃ©es, on a ainsi vu deux dÃ©cisions majeures, le choix de la dÃ©lÃ©gation de service public et le choix de Veolia comme dÃ©lÃ©gataire, prises par un vote secret. On voit des dÃ©cisions courantes, votÃ©es par le seul prÃ©sident, tout le reste de l'exÃ©cutif (le bureau) s'abstenantÂ !"

Aujourd'hui,Â les mÃ©nages franciliens les plus dÃ©munis consacrent jusqu'Ã prÃ¨s de 10 % de leur budget Ã l'eau rappelle la Coordination.Â Plus qu'au rapport de la Cour des Comptes,Â la Coordionation prÃ©fÃ¨re s'attacher au rapport publiÃ© l'an dernier, cette fois par la Chambre rÃ©gionale des Comptes d'ÃŽle-de-France qui dÃ©nonÃ§ait "une comptabilitÃ© tronquÃ©e" dans le contrat entre le SEDIF et Veolia.

"Ã€ l'image du SEDIF, la gestion dÃ©lÃ©guÃ©e est sÃ©vÃ¨rement remise en cause par l'opinion publique partout en France. Ce systÃ¨me est Ã bout de souffle, incapable de rÃ©pondre aux problÃ¨mes actuels quand il n'en est pas la cause directe. [...] Une remise Ã plat, une vÃ©ritable re-fondation dÃ©mocratique de la gestion de l'eauÂ est nÃ©cessaire et urgente. Le premier dÃ©fi est de redonner des pouvoirs de dÃ©cisions aux citoyens et aux Ã©lus, ce qui passe par la proximitÃ© et une Ã©chelle humaine pour les institutions. On ne prÃ©pare pas l'avenir en pariant sur les dinosaures !"

Coordination EAU ÃŽle-de-France